

Les mauvais comptes des républicains américains

ÉTATS-UNIS

En 2004, George Bush avait établi un record de levée de fonds de campagne. Cette fois, les républicains sont à la traîne des démocrates.

L'ARGENT ne ment pas. À deux mois du début des primaires, au cours desquelles les partis républicain et démocrate choisiront leur candidat à la magistrature suprême, l'état des comptes de campagne des républicains résume, mieux qu'un sondage, le peu d'enthousiasme suscité par leurs candidats. À ce jour, ces derniers ont engrangé 175 millions de dollars, contre 244 millions pour les démocrates, faisant mentir l'usage qui veut que depuis 1976, le champion de la récolte de fonds pour les primaires a toujours été un républicain.

Selon le *Washington Post*, un tiers des donateurs habituels de George W. Bush ont choisi cette année de garder leur portefeuille fermé. Une partie d'entre eux s'est tournée vers les démocrates, se disant déboussolée par la guerre en Irak, « *le mauvais bilan des républicains au Congrès* » ou encore « *le manque de crédibilité de leurs candidats* ».

À peine un électeur républicain sur trois se dit satisfait du choix qui lui est proposé. Ni Rudolph Giuliani, l'ancien maire de New York, ni Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts, donnés comme favoris dans leur camp, n'ont la notoriété d'une Hillary Clinton ou le charisme d'un Barack Obama.

Le premier, favorable à l'avortement et aux droits des homosexuels, fait figure d'épouvantail pour les ultraconservateurs. Le deuxième, un mormon, suscite la méfiance de nombreux chrétiens évangéliques.

Bush ne fait rien pour aider son camp. En 2004, il avait levé la somme record de 367 millions de dollars. Armand Hage, auteur d'un ouvrage sur les élections (1), estime que l'occupant de la Maison-Blanche, « *malgré son impopularité, est toujours en mesure d'attirer des donateurs pour son parti* ». Il dispose des réseaux de Bush père et de solides soutiens dans le monde des affaires. Va-t-il s'engager? « *Il semble qu'il n'ait pas encore fait un choix définitif parmi les candidats* », souligne Armand Hage.

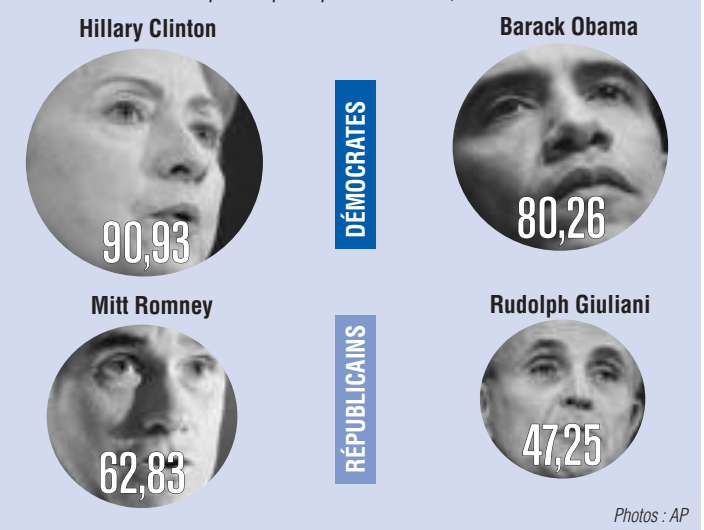
Matraquage publicitaire

L'avancement du calendrier des primaires ne devrait pas arranger les finances des républicains. Alors qu'en 2004, seuls neuf États avaient voté avant le 5 février, la moitié l'aura fait à cette date en 2008. Dans ces conditions, les trois mois de campagne à venir devraient plus ressembler à un *blitzkrieg* qu'à un simple tour de chauffe. Faute de pouvoir se déplacer dans chacun de ces vingt-cinq États dans un délai aussi restreint, les candidats doivent recourir à un matraquage publicitaire massif pour aller chercher les Américains dans leur salon. Les dépenses consacrées aux médias devraient exploser, prédit le Campaign Media Analysis Group.

Romney, qui doit combler un



► Sommes collectées par les principaux candidats, en millions de dollars



déficit de notoriété, a ouvert la voie en bombardant les auditeurs de plus de 10 000 spots télé et radio dans les seuls États de l'Iowa et du New Hampshire, qui ouvrent traditionnellement les primaires. C'est plus que l'ensemble des autres candidats républicains réunis. Résultat : il a dépensé au dernier trimestre deux fois plus d'argent qu'il n'en a amassé. Son budget est en déficit... Giuliani aussi a dépensé au dernier trimestre plus qu'il n'a gagné, mais il a déployé ses efforts dans une dizaine d'États.

Quel que soit l'élu du Grand Old Party, il affrontera un candidat démocrate, qui, à ce stade, dispose

d'une réserve d'argent au moins deux fois supérieure. On n'a jamais vu un candidat l'emporter avec un tel retard de trésorerie, à un an de l'élection présidentielle. Pour faire mentir l'adage, les républicains font valoir que les difficultés de leur parti s'évanouiront si Hillary est choisie par son camp : ils affirment que pour éloigner la perspective d'avoir une Clinton à la Maison-Blanche, plus d'un Américain sera heureux de sortir son carnet de chèques.

VALÉRIE SAMSON

(1) *Les élections présidentielles américaines*, Ellipses.

L'éclat de Sarkozy sur CBS tourne au pétard mouillé

ÉTATS-UNIS

La chaîne croyait faire sensation avec un entretien du président qu'il a brusquement interrompu. L'incident n'a pas fait de vagues.

De notre correspondant à Washington

L'INCIDENT aurait pu gêner la visite officielle que Nicolas Sarkozy doit effectuer à Washington la semaine prochaine. Or, il semble que le président français ait tellement la cote auprès des Américains qu'il puisse presque tout se permettre.

Dimanche soir, l'émission de CBS « 60 Minutes » a consacré un reportage de près d'un quart d'heure à l'occupant de l'Élysée. Un portrait plutôt flatteur, intitulé « *Sarko l'Américain* », en français dans le texte, un surnom qu'on lui donne depuis qu'il l'a lui-même mentionné lors d'une visite en 2004. « *Il représente un vrai changement par rapport à ses prédécesseurs*, commente la journaliste Lesley Stahl, ancienne correspondante à la Maison-Blanche. *Sur tous les sujets, sauf l'Irak, il se range du côté des États-Unis. Il est jeune, énergique et tout à fait fascinant.* » Voilà pour les compliments.

Vient ensuite l'épisode délicat, choisi par CBS pour la bande-annonce de son programme. Prenant place dans un salon de l'Élysée pour une interview qu'il estime avoir déjà donnée la veille, lors d'un déplacement en avion, le président commence par traiter son porte-parole, David Martinon, « *d'imbécile* ». Et lorsque Lesley Stahl l'interroge sur Cécilia, on comprend pourquoi la journaliste avait prévenu : « *Il est sujet à des accès de colère.* » À la question : « *Que se passe-t-il* » avec votre femme, Sarkozy répond : « *Si j'avais quelque chose à dire sur Cécilia, je*

ne le ferais sûrement pas ici. » Son divorce n'avait pas été annoncé au moment de l'interview, le 5 octobre. « *Mais il y a un grand mystère, insiste la journaliste : tout le monde pose la question. Même votre porte-parole a été interrogé.* » « *Eh bien, il a eu raison de ne pas faire de commentaire. Et pas de commentaire. Merci.* » Le président ôte son oreillette et s'en va, visiblement contrarié, sous l'air marri de David Martinon. Les journalistes de CBS entendront ensuite le « *savon* » passé à son collaborateur dans la pièce d'à côté.

« Questions de tabloïd »

Aux États-Unis, toute question est bonne à poser aux responsables politiques, qui doivent « *la transparence* » aux citoyens. Bill Clinton en sait quelque chose depuis l'affaire Monica Lewinsky. En août dernier, Sarkozy avait déjà fait parler de lui en prenant à parti des photographes américains dans le New Hampshire, où il passait ses vacances. On pouvait donc s'attendre à une vague de réprobation. Il n'en a rien été. La passe d'armes n'a même pas eu droit à une ligne hier dans les grands quotidiens américains. Plus étonnant, la quasi-totalité des réactions des internautes critique Lesley Stahl pour avoir « *posé des questions de tabloïd* » plus adaptées à Britney Spears « *qu'à un important chef d'État* ». Le magazine en ligne *Drudge Report* croit même pouvoir se réjouir que le président l'ait traitée d'imbécile !

Quelque chose est peut-être en train de changer au pays de la presse toute-puissante. Mais Nicolas Sarkozy devrait quand même se préparer à des questions sur sa vie privée. Lorsque la Maison-Blanche a annoncé sa visite, la première question d'un journaliste américain a été : « *Est-ce qu'il viendra avec une petite amie ?* »

PHILIPPE GÉLIE

Le chef de l'AIEA accusé de minimiser le danger nucléaire iranien

PROLIFÉRATION

En doutant qu'une bombe iranienne soit en préparation, ElBaradei a contrarié les États-Unis, Israël et la France.

Vienne

LE DIRECTEUR général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohammed ElBaradei,

deï, a déclenché une nouvelle polémique en affirmant dimanche soir sur CNN que rien ne permettait d'accuser l'Iran de chercher à se doter de l'arme nucléaire. « *Je n'ai reçu aucune information sur un programme nucléaire militaire concret et en activité à ce jour*, a déclaré le chef de l'agence de l'ONU en charge de la lutte anti-prolifération nucléaire. (...) *Il y a toujours beaucoup de points*

d'interrogation. Mais avons-nous vu en Iran les éléments nucléaires qui peuvent être rapidement transformés en arme ? Non. Avons-nous vu un programme actif de militarisation du nucléaire ? Non. »

Inquiet des préparatifs militaires américains autour du golfe, le chef de l'AIEA a averti du « *désastre* » que représenterait une confrontation, réitérant sa conviction que « *la seule solution durable réside dans la négociation et les inspections* ». « *Nous ne pouvons continuer à verser de l'huile sur le feu* », a-t-il ajouté, désignant sans la nommer la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, qui a accusé ce mois-ci l'Iran de « *mentir* » sur le but de son programme nucléaire.

La semaine passée, les États-Unis ont inscrit le corps des gardiens de la révolution islamique, les pasdarans, à la liste des organisations terroristes, et annoncé qu'ils envisageaient de promulguer des « *sanctions unilatérales* » contre Téhéran. Pendant ce temps, l'impasse se prolonge au Conseil



Mohammed ElBaradei a estimé que « *la seule solution durable réside dans la négociation et les inspections* ». Van de Vel/Rea

de sécurité de l'ONU, où Chine et Russie s'opposent à un troisième volet de sanctions contre l'Iran.

Réponse du berger à la bergère, Mohammed ElBaradei a été prié par l'Administration américaine de se mêler de ce qui le regarde. Il « *dira ce qu'il voudra*, a tranché le département d'État. *Il est chef d'une*

agence technique. (...) Je crois que nous sommes capables de nous occuper de la partie diplomatique ».

Le ministre français de la Défense, Hervé Morin, a manifesté son scepticisme quant aux intentions pacifiques de l'Iran en matière nucléaire. « *Nos renseignements, corroborés par ceux d'autres pays, nous donnent le sentiment contraire*, a déclaré le ministre en visite dans le Golfe. *Si Baradei a raison, il n'y a aucune raison pour que l'Iran n'autorise pas l'AIEA à effectuer des contrôles.* »

« Champignon atomique »

Le ministre israélien des Affaires stratégiques, Avigdor Lieberman, a accusé le chef de l'AIEA de saisir toutes les opportunités de « *blanchir et justifier* » l'Iran. « *La preuve qu'ElBaradei cherche est probablement le champignon atomique que chacun sera en mesure de voir dans le ciel* », a prédit sombrement Lieberman.

Le torchon brûle depuis des années entre le chef de l'AIEA et l'Administration Bush. En janvier

2003, Mohammed ElBaradei avait affirmé devant le Conseil de sécurité des Nations unies qu'il n'existait « *aucune preuve de l'existence d'armes de destruction massive en Irak* ». Cette intervention avait été vécue comme un camouflet par la Maison-Blanche.

Arc-bouté sur les progrès de ses inspecteurs, Mohammed ElBaradei remettra le 12 novembre son rapport sur l'état du programme nucléaire iranien, avant la réunion du conseil des gouverneurs, l'organe exécutif de l'agence, prévue le 22 novembre. Le numéro deux de l'AIEA, le Finlandais Olli Heinonen, est arrivé hier à Téhéran, dans le but de faire la lumière sur les « *questions (encore) en suspens* ». Les débats porteront sur les fameuses centrifugeuses de type P1, dont les 3 000 exemplaires de Natanz œuvrent à enrichir l'uranium, et sur le mystère entourant le modèle P2, plus performant, que l'Iran nie avoir jamais cherché à fabriquer, malgré les plans détaillés découverts par l'AIEA lors de ses investigations.

MAURIN PICARD



OSP
Nous respectons
nos engagements depuis 1845

appel d'offres - avis d'enquête

56, bd Mission Marchand 92411 Courbevoie cedex
Tél. 01 49 04 01 81 – Fax. 01 49 04 01 80
www.osp.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS D'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE COMMUNE de MODANE

PROJET DE RÉALISATION DE LA GALERIE DE SÉCURITÉ DU TUNNEL ROUTIER DU FRÉJUS

Le Préfet informe le public, que conformément à l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2007, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est ouverte en **mairie de MODANE** sur le projet visé ci-dessus.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête ouvert en vue de recueillir les observations du public sur l'utilité publique du projet seront déposés en mairie de MODANE du **16 novembre 2007 au 18 décembre 2007 inclus**.

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations en mairie de MODANE sur le registre aux jours et heures indiqués ci-après :

- les **lundis, mardis, mercredis et jeudis** de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h ;
- les **vendredis** de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- les **samedis** de 9 h à 12 h.

Les observations pourront également être adressées par écrit au commissaire enquêteur en mairie de MODANE.

Monsieur Jean-Michel CHARRIERE, directeur d'usine en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il siègera en mairie de MODANE où il recevra les observations du public dans les conditions suivantes :

- le **vendredi 16 novembre 2007** de 9 h à 12 h ;
- le **jeudi 22 novembre 2007** de 9 h à 12 h ;
- le **samedi 1er décembre 2007** de 9 h à 12 h ;
- le **mercredi 5 décembre 2007** de 14 h à 17 h ;
- le **samedi 15 décembre 2007** de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public en mairie de MODANE, à la préfecture de la Savoie (D.A.T.E.-B.U.A.T.) et à la Sous-Préfecture de Saint Jean de Maurienne pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Toute personne intéressée pourra en demander communication au Préfet de la Savoie.